

The primary sources of CCB's funding are wholesale deposits in amounts exceeding \$100,000. These are raised from institutions and corporations either directly by the Bank or through investment dealers. Foreign currency deposits are raised in the inter-bank market, through Westlands and by swapping Canadian dollar deposits for U.S. dollars in the exchange market.

EVOLUTION OF PRESENT DIFFICULTY

The history of CCB has been marked by a series of imprudent lending practices, questionable accounting policies, inadequate information disclosure and lack of supervisory enforcement. It is the contention of the Committee that the present problems of the Bank are a consequence of its aggressive and imprudent lending policy dating back to the late 1970s. The difficult economic conditions in recent years only exacerbated the fallacies of that lending policy resulting in an ever greater temptation to use accounting techniques and selective information disclosure to show good financial performance.

Based on the evidence presented to the Committee and the investigation conducted subsequently, the present report traces events only back to 1981 when the Bank, in the words of its own submission to the Committee, "initiated a major expansion program... aimed at diversifying assets outside Western Canada (and)... eventually included... the purchase of an interest in Westlands..."¹ This expansion program took place at a time when the most serious recession since the Depression of the 1930's was about to engulf the Canadian economy. Moreover, it was also undertaken when the Bank had an overconcentration of assets in the energy, real estate and construction sectors, all of which were extremely sensitive to cyclical economic forces. At the end of fiscal 1981, the combined exposure of the Bank to these three sectors accounted for 42.4 per cent of total authorized loans of \$1.897 billion. By the end of fiscal 1984, this exposure still amounted to 30.1 per cent or \$1.391 billion out of total authorized loans of \$4.620 billion.

Generally, it is difficult for any financial institution to achieve a well-balanced and diversified asset portfolio in its early years. The overextension of credit to the energy and real estate sectors was not a characteristic unique to CCB. In fact, most major U.S. and Canadian banks had sustained fairly heavy losses in these sectors in the 1970s. Furthermore, while capital and reserves of the Bank increased quite steadily from \$55.7 million in 1980 to \$121.5 million in 1984, assets rose more dramatically relative to the capital base of the Bank and the resulting leverage ratio (ratio of total assets to capital and reserves) increased from 15.5 times to 25.4 times over the same period. Although it appears that none of these facts,

¹ Canadian Commercial Bank, *Submission to the Standing Committee of the House of Commons on Finance, Trade and Economic Affairs*, May 6, 1985, p. 5.

BCC offre également des services de traitement des données et commercialise des logiciels dans le secteur financier.

La principale source du financement de la BCC provient de dépôts excédant 100 000 dollars. Ces dépôts sont obtenus d'institutions ou de corporations, soit directement par la Banque, soit par l'entremise de courtiers en valeurs mobilières. Les dépôts en devises étrangères proviennent du marché interbancaire, de Westlands et en échangeant des dépôts en dollars canadiens pour des fonds U.S. sur le marché des changes.

ORIGINE DES DIFFICULTÉS ACTUELLES

L'histoire de la BCC a été marquée par une série d'habitudes de prêt imprudentes, de politiques comptables douteuses, de la divulgation inadéquate de l'information et d'une déficience en matière de supervision. Le Comité est d'avis que les problèmes actuels de la Banque font suite à une politique de prêt dynamique et imprudente remontant à la fin des années 70. Les mauvaises conditions économiques des dernières années ont fait ressortir les faussetés inhérentes à une telle politique de prêt qui ont fait croître la tentation de recourir à des techniques comptables et à la divulgation sélective de renseignements pour donner l'impression d'une bonne situation financière.

La preuve présentée au Comité et l'enquête qui a fait suite ont permis aux auteurs du rapport de retracer les éléments uniquement jusqu'à 1981 alors que la Banque, selon les termes employés dans une présentation au Comité, «a amorcé un programme d'expansion majeur... ayant pour objectif de diversifier son actif à l'extérieur de la région de l'Ouest du Canada (et)... éventuellement inclure... l'achat d'une participation dans Westlands...»¹ Ce programme d'expansion est survenu à une époque où la plus grave récession depuis la Dépression des années 1930 était sur le point de frapper l'économie canadienne. De plus, le programme a également été entrepris à un moment où la Banque avait une trop forte concentration de son actif dans le domaine de l'énergie, de l'immobilier et de la construction, tous des secteurs très vulnérables aux forces économiques cycliques. À la fin de l'année financière 1981, l'activité de la Banque dans ces trois secteurs représentait 42,4 pour cent du total des prêts autorisés de 1 897 milliards de dollars. À la fin de l'année financière 1984, cette activité représentait toujours 30,1 pour cent, soit 1 391 milliards de dollars, pour un total de prêts autorisés de 4 620 milliards de dollars.

En règle générale, il est difficile pour toute institution financière de se constituer un portefeuille bien équilibré et diversifié au cours des premières années. La prorogation du crédit aux secteurs de l'énergie et de l'immobilier n'était pas une caractéristique unique de la BCC. De fait, la plupart des principales banques américaines et canadiennes ont enregistré des pertes assez importantes dans ces secteurs au cours des années 70. De plus, alors que le capital et les réserves de la Banque augmentaient assez régulièrement de 55,7 millions de dollars en 1980 à 121,5 millions de dollars en 1984, les actifs connaissaient une augmentation plus marquée par rapport à la base de capital de la Banque et le ratio de levier qui en résulte

¹ Banque commerciale du Canada, *Mémoire au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques de la Chambre des communes*, 6 mai 1985, p. 5.